

DYNAMIQUES DE L'ÉCONOMIE BAS-RHINOISE

NOTE ANNUELLE DE L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE

266

OCTOBRE 2018

↖ ↗ ↘ ↙ ↕ ↔ ↠ ↡ ↢ ↣ ↤ ↥ ↦ ↧ ↨ ↩ ↪ ↫ ↬ ↭ ↮ ↯ ↰ ↱ ↲ ↳ ↴ ↵ ↶ ↷ ↸ ↹ ↺ ↻ ↼ ↽ ↾ ↿ ↺ ↻ ↼ ↽ ↾ ↿ ÉCONOMIE



L'année 2017 vient confirmer la dynamique favorable que connaît l'économie bas-rhinoise depuis fin 2015. La confiance des chefs d'entreprise du territoire est de retour, ce qui conduit à l'amélioration de nombreux indicateurs.

Près de 6 700 créations nettes d'emplois salariés ont été recensées en 2017 dans le Bas-Rhin, dont plus de la moitié dans la métropole strasbourgeoise. Dans le même temps, le nombre de créations

d'entreprise a augmenté de 8 % et les difficultés rencontrées par le tissu existant ont été moins fréquentes.

Si le territoire affiche un taux de chômage au plus bas depuis six ans, le tableau est toutefois contrarié par des difficultés persistantes sur le marché du travail. En effet, le nombre de demandeurs d'emploi a continué d'augmenter, en particulier chez les seniors.

Les indicateurs de l'économie bas-rhinoise devraient rester au vert en 2018, et ce malgré une conjoncture internationale plus incertaine.

Un climat toujours plus optimiste

La croissance mondiale s'accélère

Sous l'impulsion notable des pays d'Asie du Sud et de l'Est, la croissance mondiale s'est hissée à 3,1 % en 2017. Établie par la Banque Mondiale, cette estimation fait état d'une nette accélération par rapport aux deux années précédentes. À l'échelle de la zone euro, la même tendance est visible, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) atteignant 2,4 %, contre 1,8 % en 2016.

En France, le PIB a augmenté de 2,2 %, égalant la croissance de son voisin allemand. C'est l'investissement, porté à la fois par les ménages et les entreprises, qui a le plus grandement contribué à la hausse du PIB en 2017. Toujours plus forte depuis 2015, l'augmentation de l'investissement est venue compenser le net ralentissement de la consommation des ménages.

Une amélioration visible dans le Bas-Rhin

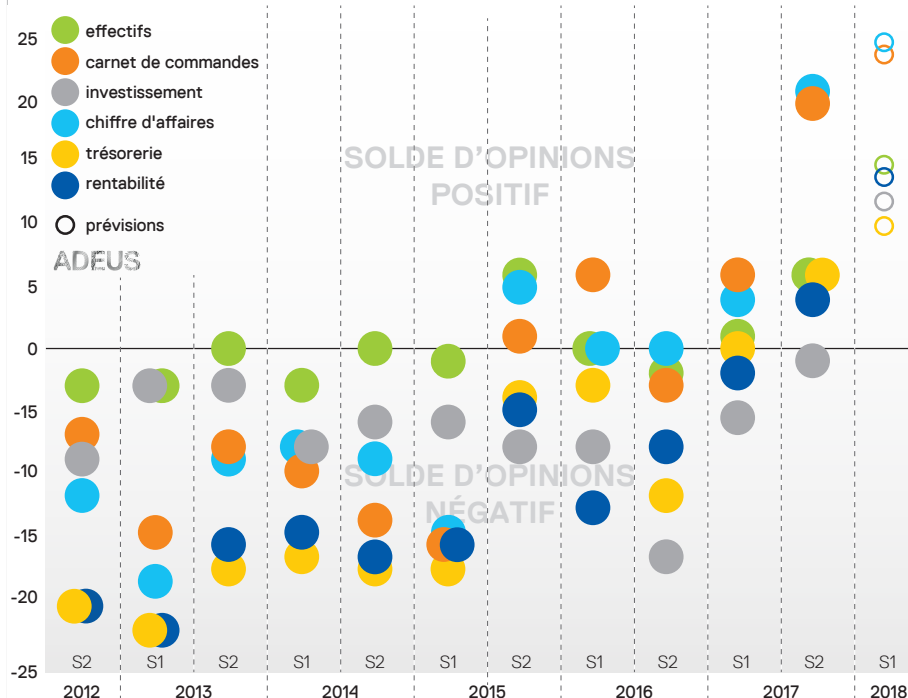
L'indicateur du climat des affaires (ICA) établi par la Banque de France traduit un net regain d'optimisme chez les dirigeants d'entreprise en 2017, en particulier dans l'industrie. En région Grand Est comme à l'échelle nationale, l'ICA s'est hissé à un niveau inégalé depuis 2011.

Dans le Bas-Rhin, les entreprises ont également témoigné de cette amélioration de la conjoncture. Dans les quatre secteurs interrogés par la CCI Alsace Eurométropole, une tendance favorable du niveau d'activité et des effectifs se dessine au second semestre 2017. La situation est en revanche plus disparate du côté des indicateurs financiers. Alors que la rentabilité et la trésorerie tendent à augmenter dans la construction, une certaine stabilité apparaît dans le commerce.

Quant à l'investissement, la tendance défavorable observée depuis plusieurs semestres s'estompe. Les entreprises industrielles affichent même un solde d'opinions positif.

Au total, 50 % des dirigeants bas-rhinois se disent satisfaits de la situation de leur entreprise fin 2017.

BAROMÈTRE CCI ALSACE EUROMÉTROPOLE DES TENDANCES ACTUELLES ET PRÉVISIONNELLES À SIX MOIS DES ENTREPRISES DU BAS-RHIN (SOLDES D'OPINIONS)



Solde d'opinions = % avis positifs - % avis négatifs
Lecture : les points représentés au-dessus du niveau zéro indiquent qu'il y a plus d'entreprises déclarant une amélioration que d'entreprises déclarant une détérioration.

Source : CCI Alsace Eurométropole, Baromètre de conjoncture, février 2018

SOURCES

Cette note a été réalisée avec les données de la Banque de France, la CCI Alsace Eurométropole, la DARES, le Groupe Banque Mondiale, l'INSEE, Pôle emploi et l'URSSAF Alsace.

L'ADEUS tient à les remercier pour leurs contributions.

Une progression de l'emploi à nuancer

6 700 créations nettes d'emplois salariés en 2017

Le Bas-Rhin compte près de 454 000 emplois salariés fin 2017, soit environ 6 700 salariés de plus qu'un an plus tôt. Cette croissance de 1,5 % marque une accélération par rapport à 2016 (+0,9 %). Depuis deux ans, la tendance départementale est ainsi très proche de la moyenne provinciale (France métropolitaine hors région Île-de-France) : +0,9 % en 2016 et +1,4 % en 2017).

Bien qu'elle tende à s'accélérer également, la croissance de l'emploi salarié apparaît moins forte à l'échelle du Grand Est (+0,3 % en 2016 et +1,0 % en 2017).

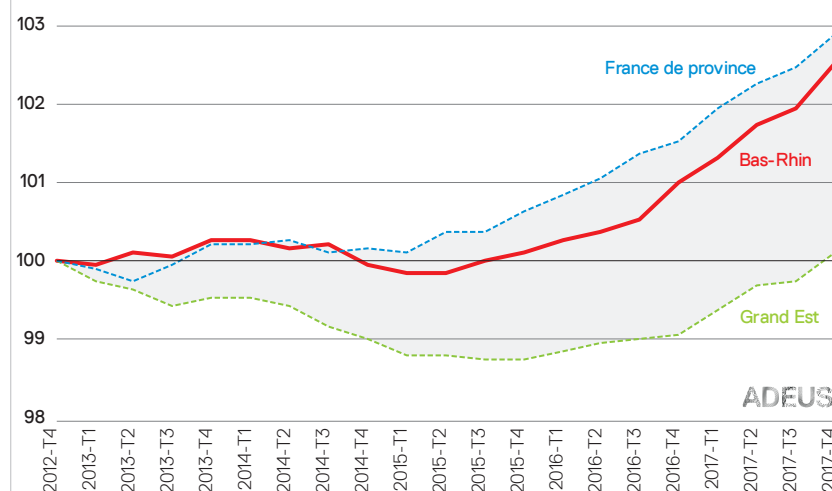
Une forte hausse des emplois intérimaires

Avec près de 3 300 salariés supplémentaires, le travail temporaire a progressé de 20,7 % en un an. L'intérim explique ainsi quasiment la moitié de la hausse de l'emploi observée en 2017 dans le Bas-Rhin. À titre de comparaison, cette part atteint deux tiers en région Grand Est.

Une partie importante de la tendance départementale est également imputable aux services hors intérim. Le secteur compte environ 2 500 salariés supplémentaires fin 2017 (+2,0 %), dont un nombre conséquent dans les services de soutien aux activités générales des entreprises.

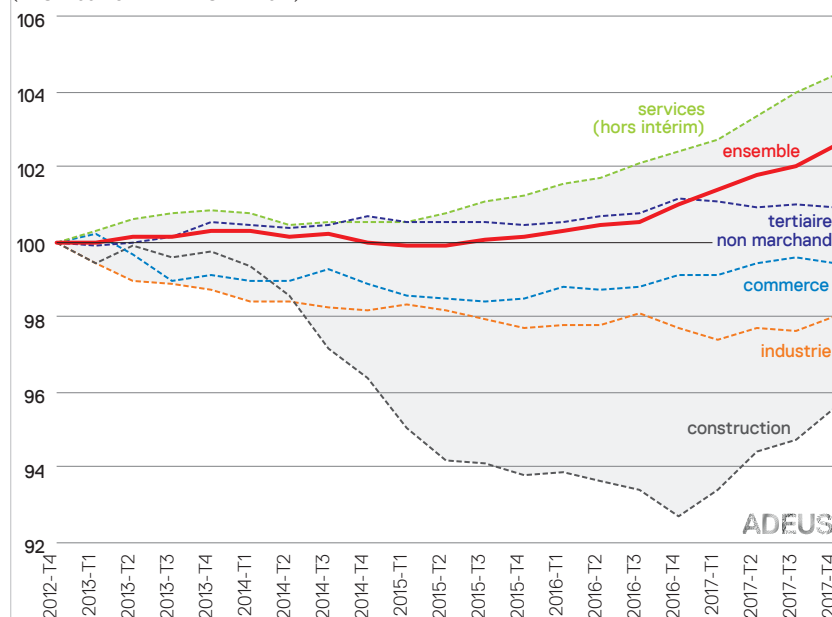
Enfin, l'emploi dans la construction a connu un rebond notable en 2017. Après plusieurs années de baisse, ses effectifs ont augmenté de presque 800 salariés par rapport à 2016 (+3,1 %).

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ (BASE 100 AU 4^E TRIMESTRE 2012)



Source : INSEE (Estel - données CVS)

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ DANS LE BAS-RHIN PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (BASE 100 AU 4^E TRIMESTRE 2012)



Source : INSEE (Estel - données CVS)

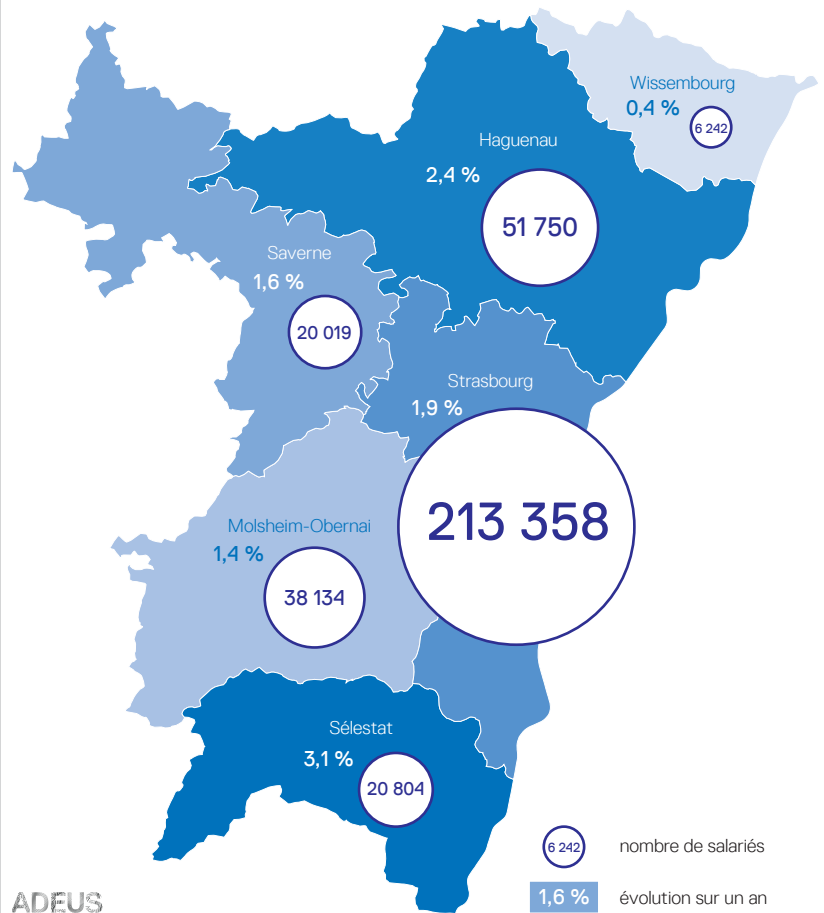
Strasbourg, moteur de la création d'emplois

Avec presque 4 000 salariés de plus par rapport à fin 2016 (+1,9 %), la zone d'emploi de Strasbourg est celle qui a le plus contribué à la dynamique de l'emploi bas-rhinois. En cohérence avec son poids en nombre d'emplois, elle explique à elle seule six dixièmes des créations nettes enregistrées dans le département.

Les zones d'emploi de Haguenau et de Sélestat affichent des taux d'évolution supérieurs à la moyenne bas-rhinoise. En 2017, l'emploi salarié privé y a augmenté respectivement de 2,4 % et 3,1 % (soit +1 200 et +600 salariés).

Dans le reste du département, la hausse a été moins marquée : +1,4 % dans la zone d'emploi de Molsheim-Obernai (+500 salariés) et +1,6 % dans celle de Saverne (+300 salariés). La zone de Wissembourg enregistre une évolution proche de la stabilité (+0,4 %).

EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ AU 4^E TRIMESTRE 2017 DANS LE BAS-RHIN, PAR ZONE D'EMPLOI



ADEUS

Source : ACOSS-URSSAF (secteur concurrentiel hors agriculture – données brutes)

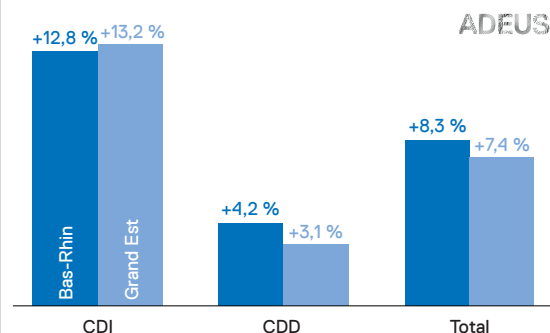
De plus en plus de CDI dans les nouvelles embauches

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) de plus d'un mois (hors intérim) déposées dans le Bas-Rhin ont augmenté de 8,3 % en 2017. Signalant un regain de confiance de la part des entreprises, la hausse s'est révélée plus forte pour les contrats à durée indéterminée (CDI) : +12,8 % contre +4,2 % pour ceux à durée déterminée (CDD).

Il en résulte une augmentation de deux points de la part des CDI dans les nouvelles embauches, passant de 47,5 % en 2016 à 49,5 % en 2017.

À l'échelle du Grand Est, une tendance similaire se dessine. Le poids des CDI dans les DPAE reste cependant moins élevé que dans le Bas-Rhin avec 45,5 % en 2017.

ÉVOLUTION DES DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE DE PLUS D'UN MOIS (HORS INTÉRIM) ENTRE 2016 ET 2017 (EN NOMBRE CUMULÉ SUR 12 MOIS)



Source : ACOSS-URSSAF (secteur concurrentiel hors agriculture – données brutes)

Le taux de chômage diminue...

Au quatrième trimestre 2017, le taux de chômage dans le Bas-Rhin s'établit à 7,6 %, soit un point de moins qu'en 2016. En baisse depuis deux ans, il atteint ainsi son niveau le plus bas depuis 2011. Une tendance similaire apparaît en moyenne dans le Grand Est et la France métropolitaine : fin 2017, le taux de chômage s'élève à 8,6 % dans ces deux ensembles, soit respectivement -1,3 et -1,1 point par rapport à 2016.

Cette amélioration est visible dans l'ensemble des zones d'emploi bas-rhinoises. Au sud, la zone de Sélestat se distingue même par une diminution légèrement plus marquée : -1,2 point. La zone de Wissembourg, au nord, a vu son taux de chômage diminuer de 0,6 point. Si cette évolution paraît moins favorable, ce territoire reste le moins touché par le chômage dans le département, avec un taux de 5,3 % fin 2017.

Affichant un taux de chômage de 9,1 %, seule la zone d'emploi de Strasbourg garde un taux supérieur à la moyenne nationale (8,6 %).

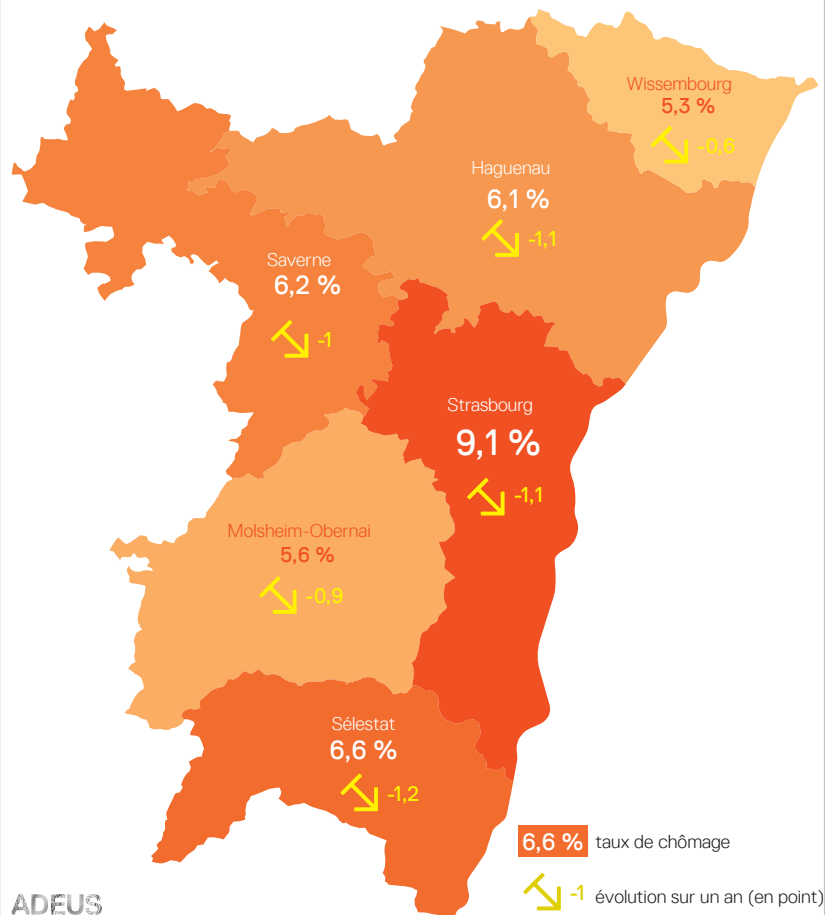
... mais le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter

En décembre 2017, près de 91 700 demandeurs d'emploi des catégories A, B et C sont inscrits à Pôle emploi dans le Bas-Rhin, soit 1,4 % de plus en un an.

Comme dans le reste de la France, les plus concernés par cette augmentation sont les personnes âgées de 50 ans et plus (+5,1 %), ainsi que celles exerçant une activité réduite (catégories B et C). Il convient également de noter la forte augmentation du nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an : +8,3 %. Les demandeurs d'emploi de catégorie A, ainsi que les moins de 25 ans, sont en revanche de moins en moins nombreux (-1,6 % et -3,4 %).

La tendance départementale est en grande partie expliquée par la zone d'emploi de Strasbourg. Fin 2017, ce territoire est le seul à avoir connu une hausse du nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C par rapport à 2016 (+3,2 %). Dans le reste du Bas-Rhin, ce nombre a en effet stagné, voire baissé, la tendance la plus significative ayant été relevée dans la zone d'emploi de Haguenau (-1,9 %).

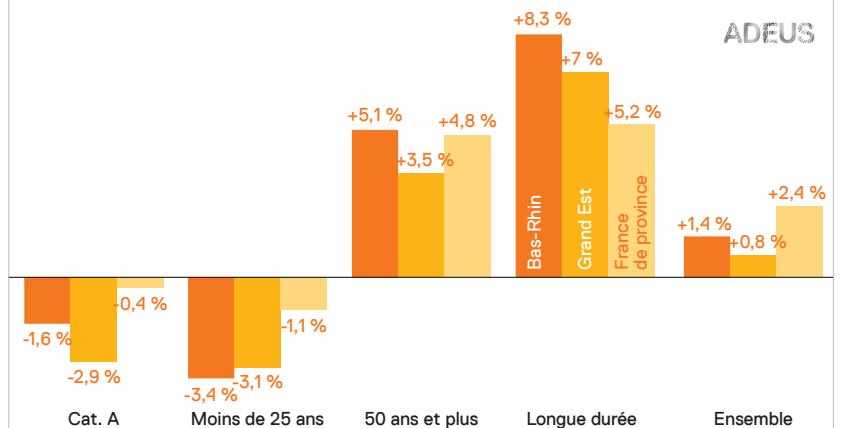
TAUX DE CHÔMAGE AU 4^E TRIMESTRE 2017 DANS LE BAS-RHIN, PAR ZONE D'EMPLOI



ADEUS

Source : INSEE (données CVS)

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI (CAT. A-B-C) INSCRITS À FIN DÉCEMBRE ENTRE 2016 ET 2017, PAR SOUS-CATÉGORIE



Source : Pôle emploi-DARES (STMT - données brutes)

Entreprises : plus de créations, moins de difficultés

Deuxième année de hausse pour les créations d'entreprises

Après une baisse marquée en 2014 et 2015, la création d'entreprises renoue avec la croissance depuis deux ans dans le Bas-Rhin. En 2017, 8 400 entreprises ont été créées sur le territoire, soit 8,3 % de plus qu'en 2016. Bien qu'elle soit moins soutenue que l'année précédente (+9,3 %), cette augmentation reste bien plus élevée que les moyennes régionale et provinciale (+4,6 % et +5,5 %).

+42 % de créations en cinq ans, hors micro-entreprises

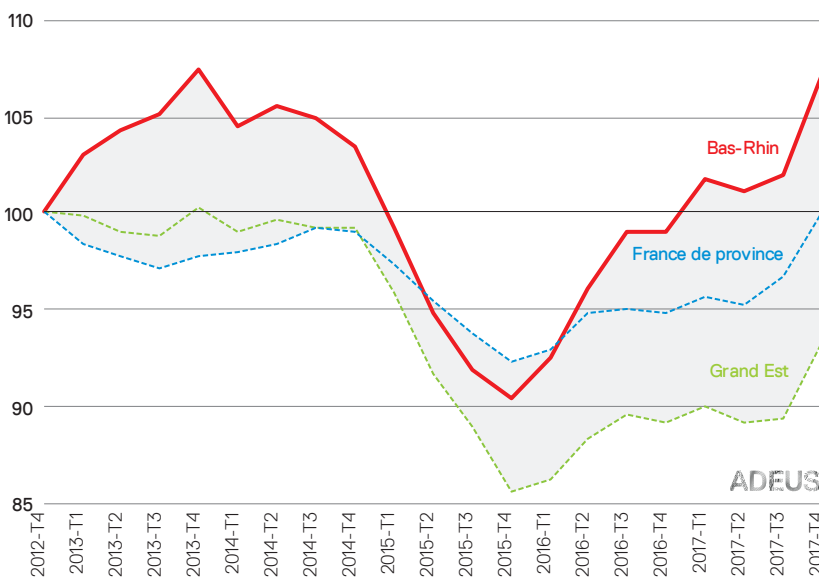
À l'échelle bas-rhinoise, la distinction des micro-entreprises permet de voir qu'à court terme cette tendance favorable concerne aussi bien ce régime (+8,9 %) que les autres (+7,8 %). Ce n'est pas le cas dans tout le Grand Est, où les créations par des micro-entrepreneurs ont en moyenne stagné en 2017.

Alors qu'elle atteignait 55 % en 2012, la contribution des micro-entreprises à l'ensemble des créations du Bas-Rhin s'est stabilisée autour de 40 % depuis fin 2015. Un regard sur les cinq dernières années permet de voir que le nombre de créations en 2017 dans le Bas-Rhin, hors micro-entreprises, dépasse de 42 % son niveau de 2012. Cette tendance est également observable dans le Grand Est et en France de province.

Défaillances d'entreprises : une amélioration à confirmer

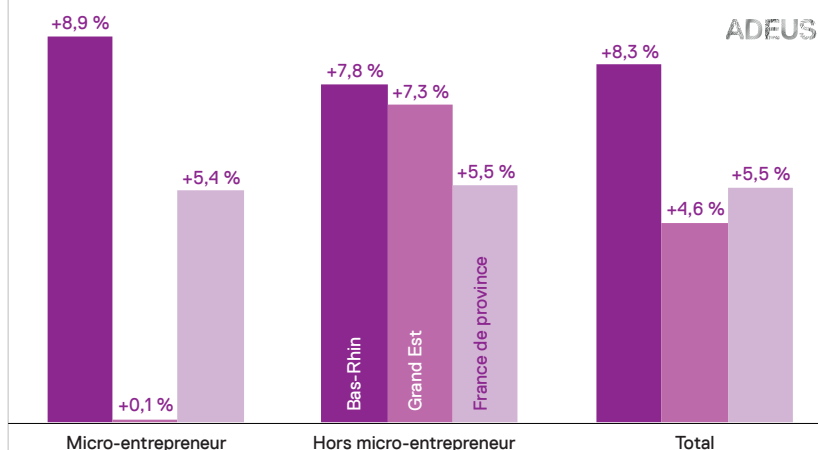
Depuis un pic sans précédent atteint en 2014, les défaillances d'entreprises sont de moins en moins fréquentes dans le Bas-Rhin. En 2017, environ 1 000 défaillances ont été enregistrées dans le département, soit 16,2 % de moins que trois ans auparavant (-200). Cette amélioration, visible également dans les moyennes régionale et provinciale, reste cependant à confirmer. Depuis fin 2015, les défaillances diminuent en effet à un rythme très peu soutenu : -0,3 % en 2016, puis -0,2 % en 2017.

ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES
(EN NOMBRE CUMULÉ SUR 12 MOIS - BASE 100 AU 4^e TRIMESTRE 2012)



Source : INSEE (REE - activités non agricoles - données brutes)

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES ENTRE 2016 ET 2017, SELON LE RÉGIME



Source : INSEE (REE - activités non agricoles - données brutes)

Les entreprises de la construction expliquent la majeure partie de la tendance départementale depuis fin 2014. En trois ans, le nombre de défaillances dans ce secteur a diminué de plus d'un tiers. En 2017, cette évolution favorable se poursuit dans la construction. Elle est cependant contrebalancée par une hausse des défaillances recensées dans les activités d'enseignement, santé, action sociale et services aux ménages.

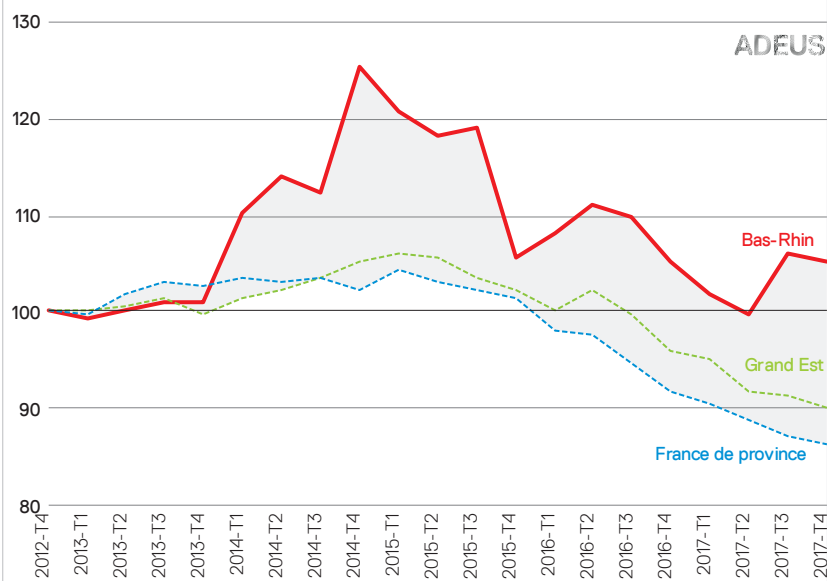
De moins en moins d'entreprises en difficultés de paiement

Un peu plus de 1 300 délais ont été accordés à des entreprises bas-rhinoises pour s'acquitter de leurs cotisations auprès de l'URSSAF en 2017, soit 15,1 % de moins qu'en 2016. Malgré un rebond au second semestre, dû à des difficultés dans des entreprises de taille importante, le montant total des cotisations dont le paiement a été reporté a baissé de 11,1 % par rapport à l'année précédente.

Une analyse détaillée permet de voir que l'amointrissement des difficultés est particulièrement visible du côté des entreprises du commerce. À l'inverse, les difficultés dans les services (hors hôtellerie-restauration) s'estompent moins rapidement.

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

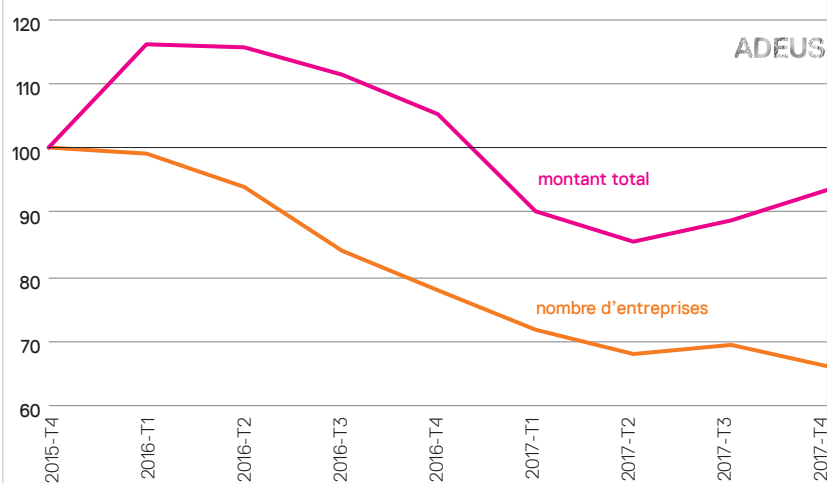
(EN NOMBRE CUMULÉ SUR 12 MOIS – BASE 100 AU 4^E TRIMESTRE 2012)



Source : Banque de France (données brutes)

ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE PAIEMENT ACCORDÉS AUX ENTREPRISES DANS LE BAS-RHIN

(EN CUMULÉ SUR 12 MOIS – BASE 100 AU 4^E TRIMESTRE 2015)



Source : ACOSS-URSSAF (secteur concurrentiel hors agriculture)

Perspectives économiques à court terme

La Banque Mondiale annonce un maintien de la croissance globale autour de 3 % à l'horizon 2020. Dans la zone euro, en revanche, la croissance devrait ralentir dès 2018, à mesure que l'inflation se rapprocherait de la cible fixée par la Banque centrale européenne (BCE). En parallèle de la hausse des prix, qui affecterait la consommation intérieure, la BCE cesserait peu à peu sa politique accommodante, amenant le coût de l'emprunt à augmenter. Après avoir atteint 2,4 % en 2017, son plus haut niveau depuis 2011, la croissance du PIB de la zone euro devrait perdre en vigueur et s'établir à 1,5 % d'ici à 2020.

En France, la croissance pourrait décélérer de façon plus graduelle, avec un taux de 1,6 % en 2020 d'après les

projections de la Banque de France (contre 2,2 % en 2017). Tout en gardant un niveau robuste au regard de ces dernières années, la croissance française serait principalement impactée par un ralentissement de l'investissement des ménages et des entreprises. À l'échelle du Grand Est, les prévisions des dirigeants d'entreprise s'inscrivent également dans cette tendance : aucun sursaut de l'investissement n'est anticipé en 2018. Au total, les chiffres d'affaires continueraient de croître, mais à un rythme légèrement moins soutenu.

Sur le territoire bas-rhinois, les prévisions recueillies par la CCI Alsace Eurométropole pour le premier semestre 2018 laissent augurer un renforcement de la dynamique observée en 2017, en

particulier dans le commerce et les services. Globalement, l'activité devrait à nouveau tendre à la hausse, entraînant avec elle l'emploi, l'investissement, ainsi qu'une consolidation des trésoreries. Début 2018, les effectifs et les dépenses dans l'appareil de production pourraient évoluer favorablement dans les quatre grands secteurs d'activité. Concernant l'investissement, il s'agirait d'une situation inédite depuis fin 2011. Sur le plan financier, seules les entreprises industrielles se démarquent, anticipant une stabilisation de leur rentabilité et de leur trésorerie.

Bibliographie

- Banque de France, *Projections macroéconomiques France - Synthèse mars 2018*, Prévisions économiques, mars 2018
- Banque de France, *Les entreprises en Grand Est - Bilan 2017 et Perspectives 2018*, Tendances régionales : Grand Est, mars 2018
- Berthier D., Debauche E., Meinzel P., *Les comptes de la Nation en 2017*, INSEE Première, n°1697, mai 2018
- CCI Alsace Eurométropole, *Baromètre de conjoncture Alsace, n°13*, février 2018
- Courson J.-P. & al., *Le bilan économique régional 2017*, INSEE, Conjoncture Grand Est, n°13, mai 2018
- World Bank Group, *Global Economic Prospects, June 2018 : The Turning of the Tide?*, Washington, DC, juin 2018



L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

Directrice de publication : **Anne Pons**, Directrice générale de l'ADEUS

Équipe projet : **Marie Balick** (chef de projet), **Fabien Monnier** (responsable du livrable), **Alexandra Chamroux**

PTP 2018 - N° projet : **1.3.4.1**

Photo et mise en page : **Jean Isenmann**

© ADEUS - Numéro ISSN 2109-0149
Notes et actualités de l'urbanisme sont consultables sur le site de l'ADEUS www.adeus.org